



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

protection

Question au Gouvernement n° 3336

Texte de la question

SÉCHERESSE ET RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

M. le président. La parole est à M. Jérôme Lambert, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jérôme Lambert. Madame la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, notre pays, comme d'autres à travers le monde, est touché par des phénomènes climatiques d'une violente intensité. Le Gouvernement, on le voit, peine à répondre aux difficultés engendrées par cette sécheresse dramatique. Mais, au-delà des réponses conjoncturelles indispensables, une véritable attention doit être portée aux causes de ces changements climatiques avérés. Les indications de ces causes sont connues de tous les responsables. Hier, l'Agence internationale de l'énergie nous a indiqué que le record mondial d'émission dans l'atmosphère de gaz carbonique a été dépassé en 2010 ! Il s'agit, selon ces experts, d'un sérieux revers pour la lutte contre le réchauffement climatique, vous l'avez vous-même indiqué tout à l'heure, madame la ministre.

Les conséquences de ce réchauffement ne sont plus une perspective lointaine, mais une réalité présente. Une étude publiée par la revue *Science*, début mai, indique que les rendements mondiaux du blé et du maïs ont chuté de l'ordre de 5 % ces dernières années. Qu'en sera-t-il dans les prochaines années, si nous nous contentons de discours optimistes à la fin des sommets climatiques qui, on le constate, n'apportent pour le moment aucune évolution positive à la situation mondiale ?

Lors du récent sommet du G8, présidé par Nicolas Sarkozy, la semaine dernière, aucune avancée en faveur du climat n'a été prise. Bien au contraire, la perspective d'un accord pour faire suite au protocole de Kyoto s'est encore éloignée. Nous ne devons pas baisser les bras et léguer aux générations suivantes une planète en situation de grands déséquilibres climatiques, avec toutes ses conséquences dramatiques pour une grande partie de l'humanité.

Aussi La France doit-elle promouvoir un accord mondial effectif, lequel passera par un accord européen sur une politique énergétique décarbonée et par la mise en oeuvre de financements innovants assurant le développement des pays les plus démunis.

Nous interrogeons donc le Gouvernement sur ces initiatives européennes et internationales qui nous semblent malheureusement aujourd'hui trop faibles face à ces enjeux fondamentaux. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, *ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement*. Monsieur le député Jérôme Lambert, il est, vous le savez, toujours hasardeux de relier un événement climatique particulier au changement climatique. Il est en revanche certain qu'avec le changement climatique, les événements extrêmes - tempêtes, ouragans ou sécheresses - vont se multiplier. C'est la raison pour laquelle, en plus de la mobilisation d'urgence que j'évoquais tout à l'heure dans l'hémicycle - réunion du comité sécheresse le 17 juin, mobilisation de tous les fourrages, mobilisation des financements avec le versement avant le 15 septembre des indemnisations du Fonds national de garantie des calamités agricoles -, nous devons nous préparer à lutter contre le changement climatique et à nous y adapter, car le changement climatique a d'ores et déjà lieu.

Je présenterai ainsi au mois de juin le Plan national d'adaptation au changement climatique. On sait, par exemple, qu'il y aura de moins en moins d'eau, de moins en moins de débit des eaux de surface. Mon objectif est de faire baisser de 20 % la consommation d'eau quels que soient les usages, principalement en mettant fin aux gâchis : on sait que nos réseaux d'eau potable sont fuyards à plus de 50 %. Nous pouvons aussi consentir des efforts dans le domaine de la production et de la consommation d'énergie. C'est l'enjeu du grand plan que nous lançons en matière de sobriété énergétique. Cela intéresse également le pouvoir d'achat : certains Français consacrent plus de 10 % de leurs revenus à payer leurs factures énergétiques. Enfin, nous ne pouvons pas nous contenter d'intervenir au niveau national. L'action doit également se situer à l'échelle européenne et internationale. La conférence de Durban, comme je l'ai précédemment souligné, se présente difficilement. Les négociations nous inquiètent et le Président de la République pèse de tout son poids au niveau du G8 et du G20 pour faire de ces échéances un succès. Ainsi en est-il des financements innovants pour lesquels Christine Lagarde se bat afin d'obtenir des résultats : la mise en place de la taxe sur les transactions financières nous permettrait peut-être de débloquer la situation, à la suite du G20, sous l'impulsion de la France à Durban et, qui sait, au moment du vingtième anniversaire de la Conférence de Rio en juin 2020.

Données clés

Auteur : [M. Jérôme Lambert](#)

Circonscription : Charente (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3336

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Écologie, développement durable, transports et logement

Ministère attributaire : Écologie, développement durable, transports et logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 juin 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 2 juin 2011